

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme je l'ai dit souvent à l'Union soviétique, je crois que cela doit être accepté par les Soviétiques, que si on cherche des relations commerciales ou économiques avec un pays comme le Canada, on doit avoir une performance plus efficace, plus acceptable, dans le domaine des droits humains.

* * *

[Traduction]

LES RELATIONS OUVRIÈRES**AIR CANADA—LA CAUSE DE LA GRÈVE**

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant et a trait à l'arrêt de travail à Air Canada. Il doit se rendre compte que cette grève est surtout imputable au fait qu'Air Canada insiste pour que 45 p. 100 de ses employés parmi les préposés aux services des voyageurs travaillent à temps partiel. En somme, des emplois à temps plein occupés pour la plupart par des femmes seront éliminés. Il faut certes que le gouvernement se prononce là-dessus. Quelle est la politique du gouvernement à l'égard de la suppression d'emplois à temps plein auxquels seraient substitués, dans une proportion de 45 p. 100 des emplois à temps partiel?

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, je suis persuadé que le député sera le premier à convenir qu'il est préférable de s'abstenir de parler des négociations en cours entre les employés et la direction. Je crois savoir que les pourparlers ont été suspendus. C'est tout à fait normal dans des négociations de ce genre pour permettre aux deux parties de faire le point avant de reprendre bientôt, j'espère, les négociations. Tout débat sur les questions en cause à cette étape-ci ne faciliterait en rien le processus.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au premier ministre suppléant. Le gouvernement a jugé bon de modifier le conseil d'administration d'Air Canada afin que les membres de ce conseil, qui savent ce que veut le gouvernement, respectent sa ligne de conduite. Ne serait-il pas utile que la direction d'Air Canada sache ce que veut le gouvernement en ce qui concerne le travail à temps plein et à temps partiel et quel devrait être le rapport établi, étant donné que la situation a entraîné un arrêt de travail? Quelle est la politique du gouvernement?

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, le député sait, j'en suis certain, qu'il appartient à la société de la Couronne de prendre une décision de ce genre. De toute façon, je répète au député que, pour faciliter les négociations, il serait préférable de s'abstenir de débattre les questions en cause qui, nous espérons tous, seront résolues. Dans

l'intervalle, on me dit que les vols d'Air Canada, d'après ce que rapportent les journaux, n'ont pas encore été annulés et sont à l'heure. Espérons que les parties reprendront très bientôt les négociations en vue de résoudre leurs difficultés.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LES QUOTAS SUR L'IMPORTATION DE LA VIANDE DE BOEUF**

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant à propos du voyage du premier ministre à Londres et à Bonn, cette semaine. Jusqu'à présent, ces voyages semblent être surtout axés sur la publicité et les relations publiques. Le premier ministre suppléant peut-il certifier aux éleveurs de bovidés canadiens que le premier ministre exhortera les quatre chefs de gouvernement des pays de la Communauté économique européenne à respecter notre loi sur l'importation de la viande et les quotas que nous leur avons imposés, et à cesser de nous menacer d'imposer un droit compensateur sur les produits agricoles canadiens, pendant la réunion de Bonn?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, je signale au député que nous sommes encore en train de discuter de la viande de bœuf avec la Communauté européenne. A peu près une heure avant de venir à la Chambre, j'ai eu un entretien téléphonique particulier avec M. Wyllie de Clercq, le commissaire de la CEE, au sujet de ce problème; il a une réunion avec ses adjoints cet après-midi pour en discuter.

LE RÔLE DU PREMIER MINISTRE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'adresserai ma question supplémentaire au premier ministre suppléant puisqu'il représente le premier ministre. Nous avons entendu des généralités analogues sur les problèmes commerciaux après le Sommet de Québec. Le président est retourné aux États-Unis et il a imposé sur les produits à base de viande de porc un droit compensateur exorbitant qui détruit ce secteur.

Pourquoi le gouvernement et le premier ministre ne sont-ils pas disposés à profiter de cette réunion pour résoudre les problèmes d'ordre pratique comme le dumping de plusieurs millions de livres de viande de bœuf subventionnée sur le marché canadien et la menace de l'imposition d'un droit compensateur? Pourquoi le premier ministre qui assiste à ces réunions n'est-il pas disposé à profiter de l'occasion pour résoudre ces problèmes d'ordre pratique pour nos agriculteurs?

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, le député est un des pires charlatans parce que ses questions sont truffées d'erreurs.